

**CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

**Ile-de-France Service Mutualisé**

**7, rue Guy Môquet**

**94 800 Villejuif**

Marché public n° IFSeM\_2023\_18\_CNRS

**Acte d’engagement simplifié**

**MARCHE DE MAITRISE D’ŒUVRE**

**Réalisation d’un ascenseur extérieur et d’une plateforme extérieure à destination de la Direction Technique des Sciences de l’Univers sise dans le bâtiment 17 du campus CNRS de Gif-sur-Yvette**

|  |
| --- |
| Passé selon l’article R. 2122-8 du Code de la commande publique.  N° du marché dans BFC :  N° d’engagement Geslab : |

SOMMAIRE

[Article 1 - Objet et forme du marché public 3](#_Toc138337140)

[Article 2 – Pièces contractuelles 3](#_Toc138337141)

[Article 3 – Conditions d’exécution des prestations 3](#_Toc138337142)

[Article 4 – Décomposition et délais d’exécution des éléments de mission 4](#_Toc138337143)

[Article 5 – Vérifications et admission 7](#_Toc138337144)

[Article 6 – Pénalités 8](#_Toc138337145)

[Article 7 – Règlement des comptes 8](#_Toc138337146)

[Article 8 – Résiliation – Litiges et Langue 12](#_Toc138337147)

[Article 9 – Régime des droits de propriété intellectuelle 13](#_Toc138337148)

[Article 10 – Clause de réexamen 13](#_Toc138337149)

[Article 11 – Dérogation au CCAG-MOE 13](#_Toc138337150)

[Article 12 - Engagement du candidat titulaire (individuel ou groupement) 14](#_Toc138337151)

[12.1. Identification et engagement du titulaire ou du groupement titulaire 14](#_Toc138337152)

[12.2. Etablissement du forfait de rémunération provisoire 14](#_Toc138337153)

[12.3. Détermination du forfait définitif de rémunération 14](#_Toc138337154)

[12.4. Variation des prix 15](#_Toc138337155)

[12.5. Engagement du titulaire sur le coût d’opération 15](#_Toc138337156)

[12.6. Nature du groupement et, en cas de groupement conjoint, répartition des prestations 16](#_Toc138337157)

[12.7. Compte à créditer 17](#_Toc138337158)

[12.5. Durée du marché public 17](#_Toc138337159)

[Article 13 – Signature du marché public par le titulaire individuel ou, en cas de groupement, le mandataire dûment habilité ou chaque membre du groupement 17](#_Toc138337160)

[13.1. Signature du marché public par le titulaire individuel : 17](#_Toc138337161)

[13.2. Signature du marché public en cas de groupement : 17](#_Toc138337162)

[Article 14 – Nomenclature Nacres 19](#_Toc138337163)

[Article 15 – Identification et signature de l’acheteur 19](#_Toc138337164)

[Annexe 1 à l’acte d’engagement simplifié 22](#_Toc138337165)

# Article 1 - Objet et forme du marché public

Le présent marché public est passé dans le cadre de l’opération de travaux concernant la « réalisation d’un ascenseur extérieur et d’une plateforme extérieure » à destination de la Direction Technique des sciences de l’Univers (DT Insu) sise dans le bâtiment 17 du campus CNRS de Gif-sur-Yvette.

L’objet du présent marché public est composé des éléments suivants :

* Mission de base de Maitrise d’Œuvre,
* Mission complémentaire DIAG,
* Mission complémentaire OPC.

Ce marché public est un marché unique, ordinaire à prix forfaitaire sans décomposition en tranche.

# Article 2 – Pièces contractuelles

Par dérogation à l’article 4.1 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de maîtrise d’œuvre (ci-après CCAG-MOE), les pièces contractuelles du marché public sont les suivantes par ordre de priorité décroissant :

* Le présent acte d’engagement simplifié (AES) et son annexe 1 « Calendrier enveloppe » et 2 « Répartition des honoraires du groupement de maîtrise d’œuvre par cotraitant et éléments de mission »
* Le programme B17\_ASC\_PLATEFORME v0 du CNRS
* Le CCAG-MOE issu de l’arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du CCAG-MOE ;
* Les plans PDF et DWG des locaux ;
* Le rapport de diagnostic amiante DTA DEKRA de B17 du 18/09/2017 ;
* Le RAAT (Ref 13056724/AM-RT/V1-83SY1-17) de BUREAU VERITAS du 19 janvier 2022
* Le rapport de repérage du plomb avant travaux de DIMOTEK (Ref. RP-DIM-22-0185) du 10 mai 2022
* Le rapport de géotechnique G5 (Réf. CH038343 DE3567-V2 du 28/03/2023) de GEOCENTRE-FORSOL
* Le diagnostic environnemental Ref CSSPIF220830/RSSPIF 13611-01 du 09/05/2022 de GINGER/BURGEAP
* Le diagnostic accessibilité v2 d’ECOSYSTEME du 18 juillet 2022

**Dans la mesure où une nouvelle réglementation interviendrait en cours d'exécution du marché public, celle-ci se verrait directement appliquer au marché public dès sa promulgation. Le titulaire doit donc apporter toutes les garanties de sa capacité à se mettre en conformité avec toute nouvelle évolution sans modification du cout du contrat.**

**Rappel : En aucun cas les conditions générales de vente du titulaire ne sont pas applicables, seules les conditions prévues dans le présent acte d’engagement s’appliquent.**

# Article 3 – Conditions d’exécution des prestations

L’acheteur mettra à la disposition du titulaire les documents en sa possession nécessaires à la réalisation de la prestation. Il facilitera autant que de besoin l’obtention auprès des autres points de gestion des informations et renseignements dont le titulaire pourrait avoir besoin.

La mission conduite par le prestataire intègre pleinement les aspects accompagnement, assistance et aide à la décision apportés l’acheteur.

Les équipes affectées par le titulaire à la réalisation du marché public sont celles qui ont été identifiées et désignées dans son offre. Toutefois le conducteur d'opération désigné peut exiger à tout moment le remplacement d'un membre de l'équipe (même grade et fonction) affectée à l’exécution de la mission. Ce remplacement ne peut pas entraîner une modification du calendrier et des conditions technique et financières d’exécution du marché public. Dans le cadre de l'inaction du titulaire, l’acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché public aux termes de l'article 30 du CCAG-MOE.

**Interlocuteurs :**

* **Conduite d’opération :**

Le titulaire a pour interlocuteur direct, le conducteur d'opération du Pôle Patrimoine et Logistique de l’IFSeM (Ile-de-France Service Mutualisé), ou son représentant désigné.

CNRS

Ile-de-France Service Mutualisé

Pole Patrimoine Immobilier

7 rue Guy Môquet

94800 Villejuif

Le remplacement en cours de marché public d'une des personnes désignées par le titulaire est formellement proscrit sauf dans le cas où la personne n'est plus en mesure de remplir sa tâche.

* **Le titulaire du marché public :**

Le titulaire du marché public doit dans ce dernier cas en aviser immédiatement dans un délai de 5 jours maximum l’acheteur par lettre recommandée avec accusé de réception, et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne soit pas compromise. Le remplacement s'effectue après accord écrit de l’acheteur. Le titulaire communique le nom, prénom et curriculum vitae du nouveau collaborateur proposé. Le remplaçant est considéré comme définitivement accepté, si l’acheteur ne le récuse pas dans un délai d'une semaine, à compter de la réception de l'avis.

Si l’acheteur récuse le remplaçant, le titulaire dispose d’un délai de 5 jours maximum pour désigner un autre remplaçant et en informer l’acheteur. À défaut de désignation ou si le remplaçant est récusé avant le délai indiqué ci-dessus, le marché public est résilié dans les conditions prévues à l'article 35 du CCAG-MOE.

**Livrables :**

Les livrables peuvent s’adapter au dispositif prévu par le titulaire dans sa méthodologie.

L’acheteur lui fait part de son accord ou de son désaccord sur la qualité du rendu et au vu des échanges entre le titulaire et l’acheteur.

Si l’acheteur, considère que les études ou le livrable ne correspondent pas aux besoins définis au présent marché public, le titulaire doit reprendre les études ou corriger le livrable gratuitement.

Les corrections, sur les documents produits par le titulaire, sont effectuées dans tous les cas, par le titulaire.

**Confidentialité :**

* Le titulaire exerce sa mission pour le compte l’acheteur. Il a l'obligation de maintenir pendant toute la durée nécessaire à l'accomplissement de leur mission le ou les collaborateurs désignés lors du dépôt de l'offre. Le titulaire est tenu à une confidentialité absolue des études.
* Le titulaire et ses collaborateurs sont tenus au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de leur mission en application de l'article 5 du CCAG-MOE.
* Le titulaire s’engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés et éventuels sous-traitants.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts l’acheteur, s’engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis par ces derniers, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l’accord préalable et écrit l’acheteur.

# Article 4 – Décomposition et délais d’exécution des éléments de mission

**Décomposition des éléments de mission et livrables attendus :**

**Mission complémentaire DIAG-(**Etudes préliminaires et de diagnostics)

***Livrables attendus* :**

* Établissement d’un état des lieux/audit architectural et technique en relation avec les attendus du programme après investigation des plans et diagnostics transmis par la maîtrise d’ouvrage,
* Déterminer le besoin éventuel de réaliser des diagnostics complémentaires ; le cas échéant, rédiger les cahiers des charges de ces diagnostics et suivre leur réalisation,
* Analyser la faisabilité de l'opération en termes de délai, de phasage et d'organisation des travaux,

**AVP (Etudes d’avant-projet) :**

***Livrables attendus :***

* Réalisation des plans, coupes, façades de principe à l’échelle appropriée pour permettre une compréhension globale (dans les trois dimensions) de la solution présentée,
* Prédimensionnement des ouvrages intérieurs et extérieurs proposés (Tracés unifilaires de réseaux et terminaux sur des zones types à l'échelle de 1/50 (chauffage, ventilation, plomberie, électricité, etc.),
* Descriptif détaillé des solutions et installations techniques retenues et des matériaux employés,
* Estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux, décomposée par corps d’état ou lots séparés,
* Planning par tâches décomposant préparation, approvisionnement, exécution, essais et OPR par lots et/ou corps d’état

**PRO (Etudes de Projet) :**

***Livrables attendus :***

Documents graphiques :

* Formalisation graphique du projet permettant une parfaite compréhension dans les trois dimensions de ces éléments constitutifs (gros-œuvre et second œuvre) sous forme de plans, coupes et élévations de l'ouvrage si nécessaire à l'échelle de 1/50, avec tous les détails significatifs à une échelle variant de 1/20 à 1/2
* Plans d'électricité, courant fort et faible, incluant schémas généraux de distribution, bilan de puissances, tracés des principaux chemins de câbles, implantation des principaux tableaux et appareillages au 1/50
* En tant que de besoins, coupes de coordination spatiale pour l'implantation des réseaux de fluides
* Positionnement, dimensionnement/encombrement, des équipements principaux des locaux techniques,
* Plan de principe d'installation et d'accès de chantier.
* Le cas échéant, plans de chauffage, ventilation simple et double flux, climatisation et plomberie sanitaire, intégrant schémas généraux, bilan de puissance, tracés unifilaires des principaux réseaux et implantation des terminaux au 1/50
* Le cas échant, réservations importantes affectant les ouvrages de structure. Surcharges d'exploitation et charges à supporter par la structure pour les principaux ouvrages, besoins principaux en fluides,
* Le cas échant, plans des dispositions générales de sécurité (compartimentage, dégagements, issues de secours, etc.)

Documents écrits :

* Rédaction des CCTP (Cahier des clauses techniques particulières) décrivant de manière détaillée les ouvrages et spécifications techniques définissant les exigences qualitatives et fonctionnelles, la nature et les caractéristiques des ouvrages et des matériaux ainsi que les contraintes générales de mise en œuvre, les conditions d'essai et de réception en incluant les limites de prestations entre les différents lots
* Présentation sous forme de DPGF (Décomposition(s) du Prix Global et Forfaitaire) du coût prévisionnel des travaux, décomposée par corps d'état ou par lot et de l’avant-métré sur la base duquel il a été établi
* Calendrier prévisionnel d'exécution des travaux, décomposés par lots ou corps d'état, qui sera joint au DCE

**ACT (Assistance pour la passation des contrats de travaux) :**

* **DCE** (Dossier de consultation des entreprises)

***Livrables attendus :***

* Mise à jour des pièces graphiques et écrites de la phase PRO
* Etablissement du cadre de décomposition de prix global et forfaitaire (sans les quantités)
* Etablissement de la liste des pièces écrites et graphiques nécessaires à la consultation des entreprises
* **Sélection des entreprises :**

***Livrable attendu :***

* Proposition de critères de sélection et de qualification à insérer dans l'avis de publicité
* Visites des sites dans le cadre de la mise en concurrence des marchés publics de travaux ; le cas échéant, réponses aux questions posées par les entreprises suivant les modalités définies avec le maître d'ouvrage
* Rédaction du rapport d’analyse des candidatures et des offres ou le cas échéant des devis et, s’il y a lieu, de leurs variantes
* Préparation des éléments nécessaires à la négociation et participation à ces dernières.

**VISA / DET et AOR :**

* **VISA**

***Livrables attendus :***

* Examen de la conformité des plans et documents d'exécution établis par les entrepreneurs aux documents établis par la maîtrise d'œuvre
* Établissement d'un état récapitulatif d'approbation ou d'observations de tous les documents d'exécution
* Examen et approbation des matériels et matériaux et leur conformité aux prescriptions arrêtées dans le CCTP des marchés publics de travaux
* Arbitrages techniques et architecturaux relatifs à ces choix et aux éventuelles variantes proposées par les entrepreneurs
* **DET** (Direction de l'exécution des marchés publics de travaux) :

***Livrables attendus :***

* S’assurer que les documents produit par les entreprises en charge de l'exécution des travaux sont conformes aux prescriptions du ou des contrats publics de travaux ;
* Etablissement et diffusion des comptes rendus de chantier et, si nécessaire, synthèse des choix des matériaux, échantillons ou coloris à valider par le maître d'ouvrage
* Délivrance de tous les ordres de service et procès-verbaux nécessaires à l'exécution du marché public de travaux, constats contradictoires et organisation et direction des réunions de chantier ;
* Informer systématiquement sur l'état d'avancement des travaux à partir du planning général et sur l’état prévisionnel des dépenses, avec indication des évolutions notables
* Vérification des projets de décomptes mensuels ou des demandes d'avances présentés par les entreprises, d'établir les états d'acomptes, de vérifier le projet de décompte final et d'établir le projet de décompte général,
* Examen des devis de travaux complémentaires,
* Assistance du maître d'ouvrage en cas de différend sur le règlement ou l'exécution des travaux.
* **AOR** (Assistance aux opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement) :

***Livrables attendus :***

* Organisation des opérations préalables à la réception des travaux et proposition de réception au maître d’ouvrage ;
* Le cas échéant, s’assurer du suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée ;
* Procéder à l'examen des désordres signalés par le maître d'ouvrage ;
* Constitution du dossier des ouvrages exécutés nécessaires à leur exploitation.

**Mission complémentaire OPC-(**Ordonnancement, pilotage, coordination)

Les travaux seront allotis en lots séparés et le maître d’ouvrage a choisi de confier la missions OPC au maître d’œuvre.

***Livrables attendus* :**

* Analyser les tâches élémentaires portant sur les études d'exécution et les travaux, déterminer leurs enchaînements, ainsi que leur chemin critique via des dates jalons par des documents graphiques ;
* Harmoniser dans le temps et dans l'espace les actions des différents intervenants au stade des travaux ;
* Au stade des travaux et dans les délais impartis dans le ou les contrats de travaux, mettre en application les diverses mesures d'organisation arrêtées au titre de l'ordonnancement, du pilotage et de la coordination.
* Etablir la planification des opérations de réception et le pointage de l'avancement des levées de réserves.

Les délais d’exécution pour chacune des missions confiées au maître d'œuvre sont les suivants :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Intitulé des éléments de mission | Délai d'exécution | Date de démarrage |
| Etudes préliminaires et de diagnostic DIAG | 1 semaine(s) | A compter de la notification du marché public |
| Phase AVP | 3 semaine(s) | À compter de la validation du DIAG |
| Dossier de déclaration préalable ou de permis de construire | 1 semaine(s) | À compter de la validation de l’AVP |
| Phase PRO | 4 semaine(s) | À compter de la validation du dossier de déclaration préalable ou permis de construire |
| Phase ACT/DCE - Mise à jour du PRO | 1 semaine(s) | À compter de la validation du PRO |
| Phase ACT   1. Analyse candidatures et offres et 1er rapport 2. Analyse candidatures et offres après complétude des candidatures et 2ème rapport | 1 semaine(s)  1 semaine(s) | À compter de la date de réception des offres  A compter de la complétude des candidatures |
| Phase AOR | 1 semaine(s) | À compter de la date de fin des travaux proposée par l’entreprise |
| Levée des réserves | 3 semaine(s) | À compter de la date de réception |

# Article 5 – Vérifications et admission

Par dérogation à l’article 20 du CCAG-MOE, les opérations de vérification des études seront effectuées dans les délais suivants :

|  |  |
| --- | --- |
| Phase | Délais en semaine |
| DIAG | **1 semaine(s)** |
| AVP | **2 semaine(s)** |
| DECLARATION PREALABLE/PERMIS DE CONSTRUIRE | **1 semaine(s)** |
| PRO | **2 semaine(s)** |
| ACT/DCE Mise à jour PRO | **1 semaine(s)** |
| ACT Rapport analyse des offres | **1 semaine(s)** |

Par dérogation à l'article 20.3.2 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre est dispensé d'aviser par écrit le maître de l'ouvrage de la date à laquelle les documents d'études lui seront présentés.

Tout délai court à compter de la date de l’accusé de réception par le maître de l’ouvrage de la version complète et définitive de l’ensemble des pièces constitutives de l’élément de mission attendu.

Suite aux vérifications, les décisions de réception, d’ajournement ou de rejet seront prises dans les conditions prévues à l’article 21 du CCAG-MOE, par l’acheteur.

# Article 6 – Pénalités

En cas de non-respect des conditions d’exécution fixées dans le présent acte d’engagement et par dérogation à l’article 16 du CCAG-MOE, des pénalités peuvent être appliquées dans les hypothèses énoncées ci-après, sans mise en demeure préalable du titulaire par le CNRS, sans seuil minimum applicable de 300 € et les différentes pénalités sont cumulables dans la limite de 30% du montant du marché public.

Pénalité en cas de retard de transmission d’un document/livrable

Par dérogation à l’article 16 du CCGA-MOE, la pénalité est calculée par application de la formule suivante :

P = V × R / 30

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur de l'élément de mission auquel se rattache la prestation en retard et sur lequel est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, dudit élément de mission ;

R = le nombre de jours de retard

Pénalité en cas d’absence ou de retard aux réunions et convocation par le CNRS

Le titulaire non représenté et non excusé pour une raison valable, ou arrivant aux rendez-vous avec plus d’un quart d’heure de retard, sera pénalisé. Ces pénalités seront de 50 € H.T. pour retard et 150 € H.T. pour absence. Est réputée absente toute entreprise représentée par une personne incompétente ou insuffisamment au courant de l’objet du contrat.

# Article 7 – Règlement des comptes

Le règlement des sommes dues se fait sur présentation de factures sur service fait des livrables prévus au présent marché public.

L'ordonnateur de la dépense est :

**La Déléguée Régionale**

**Délégation Île-de-France Villejuif**

**7 rue Guy Môquet**

**94800 Villejuif**

Le comptable assignataire des paiements est :

**L'Agent Comptable Secondaire**

**Délégation Île-de-France Villejuif**

**7 rue Guy Môquet**

**94800 Villejuif**

* Mentions à faire figurer sur les factures

Outres les mentions légales, les factures comportent les indications suivantes :

* La référence du marché public ;
* La désignation des prestations ;
* Le lieu d’exécution ;
* Le montant H.T, la T.V.A et le montant T.T.C ;
* Les coordonnées bancaires.

En ce qui concerne les taxes, celles-ci en cas de modifications fiscales, sont facturées et réglées selon les modalités prévues par le texte fiscal en vigueur.

* **Concernant la facturation électronique**

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l’ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l’Etat Chorus Pro dès lors que cette obligation leur incombe en application des textes précités.

Une annexe au présent acte d’engagement détaille la procédure à suivre.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l’une des trois modalités suivantes :

* Par flux d’échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l’adresse suivante : https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/
* Par dépôt au format PDF.
* Par saisie en ligne dans le portail.

Les informations à faire figurer dans l’entête de la demande de paiement sont :

* CNRS (SIRET n°18008901303720) ;
* Le code service de l’entité CNRS facturée (exemple : UMR8198, MOY1649\_2, UPS3926, etc.) ;
* Le numéro d’engagement juridique communiqué lors de la notification du marché public ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS (exemple : 0326L012345).

Afin d’optimiser le temps de traitement de vos prochaines factures, le titulaire veillera :

* **Au respect des mentions obligatoires devant figurer sur vos factures au regard du code du commerce** (article L441-3 et articles R123-237 et 238) **et du code général des impôts** (article 289 et article 242 et article 242 nonies A de l'annexe II) : quelques éléments de contenu sont indiqués dans l’annexe jointe.
* **A faire apparaître impérativement sur vos demandes de paiement, le numéro de la commande du CNRS** (par exemple : 0888L116668), le numéro de marché public le cas échéant et, si possible, l’adresse de livraison (adresse du laboratoire bénéficiaire de la prestation).

Le non-respect de ces consignes pourra entraîner soit un rejet de votre facture, soit un allongement des délais de traitement.

En ce qui concerne les taxes, celles-ci en cas de modifications fiscales, sont facturées et réglées selon les modalités prévues par le texte fiscal en vigueur.

* Périodicité des paiements :

Les règlements des sommes dues au titulaire font l’objet d’acomptes périodiques présentés et réglés suivant l’échéancier ci-dessous.

| Élément de mission | Conditions de paiement |
| --- | --- |
| Etudes préliminaires, diagnostic/AVP | 70% à la remise du dossier complet  30% à l’approbation du maître d’ouvrage |
| Constitution du dossier de déclaration préalable ou de permis de construire | 70% à la remise du dossier complet  30% à l’approbation du maître d’ouvrage |
| Projet - Dossier de consultation aux entreprises (PRO) | 70% à la remise du dossier complet  30% à l’approbation du maître d’ouvrage |
| Assistance pour la passation des contrats de travaux (ACT) | Après réception du dossier de consultation finalisé des entreprises : 50 % ;  Après notification aux entreprises des marchés publics de travaux : 50 %. |
| Direction de l'exécution du contrat de travaux (DET) | En fonction de l'avancement des travaux, sous forme d'acomptes, proportionnellement au montant des travaux effectués depuis le début : 80 % ;  À la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du projet de décompte final et après traitement des réclamations éventuelles des entreprises : 20 % |
| Assistance lors des opérations de réception (AOR) | Les prestations sont réglées comme suit, 100 % au dernier de ces évènements ;   * A la remise des DOE 20% * A la levée de la dernière réserve yc remise d’un RFT sans réserve 30% * A la fin de la garantie de parfait achèvement 10% |
| Mission OPC | 10% pour la réalisation du planning enveloppe des travaux  90% Au prorata-temporis de l’avancement réel des travaux avec facturation mensuelle le cas échéant |

* Régime des paiements :

Les prestations du contrat sont réglées par acompte.

* Les acomptes :

Chaque acompte fait l’objet d’une demande de paiement établie par le maître d’œuvre à laquelle il joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La demande de paiement est datée et mentionne les références du marché public ainsi que, selon les cas :

* Le montant des prestations admises, établie conformément aux stipulation de l’accord-cadre, hors TVA et, le cas échéant diminué des réfactions fixées conformément aux dispositions de l’article 21.3 du CCAG-MOE.
* En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par le cotraitant.
* En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total en euros hors taxes, leur montant en euros TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies HT et TTC.
* Le cas échéant, les indemnités, primes et retenue autre que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations de l’accord-cadre.

La demande de paiement précise les éléments assujettis à la TVA, en les distinguant selon le taux applicable.

* Montant de l’acompte périodique :

Le règlement des sommes dues au maître d’œuvre fait l’objet d’acompte périodiques dans les conditions ci-après définies :

* Le projet de décompte périodique

Pour l’application de l’article 11 du CCAG-MOE, le maître d’œuvre l’envoie au maître d’ouvrage conformément aux dispositions du présent CCAP. Le projet de décompte périodique indique les prestations effectuées par le maître d’œuvre depuis le début de l’accord-cadre ou du marché public subséquent par référence aux éléments constitutif de la mission.

* Décompte périodique

Le décompte périodique établi par le maître d’ouvrage correspond au montant des sommes dues au maître d’œuvre du début du marché public à l’expiration de la période correspondante. Ce montant est établi à partir du projet de décompte périodique, sur l’évaluation du montant HT, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées.

* Acompte périodique

Le montant de l’acompte périodique de la période à verser au maître d’œuvre est déterminé par le maître d’ouvrage qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

* Le montant du décompte périodique ci-dessus moins le montant du décompte précédant ;
* L’incidence de la TVA ;
* Les pénalités éventuelles calculées conformément à l’article 6 du présent CCAP ;
* Le montant total de l’acompte à verser, ce montant étant la récapitulation des montants dus au maître d’œuvre.

Le maître d’ouvrage notifie au maître d’œuvre l’état de projet d’acompte, s’il modifie le projet du maître d’œuvre, il joint le décompte modifié.

* Modalité de règlement et délai global de paiement :

Les comptes sont réglés mensuellement. La date de paiement correspond à la date de règlement par le comptable public.

Le paiement est fait par mandat administratif au compte ouvert au nom du Titulaire à partir de son relevé d’identité bancaire (RIB) original. Le titulaire s’engage à informer le CNRS de toute modification de son RIB.

Les sommes dues sont réglées, conformément aux dispositions des articles R.2112-5, R. 2191-20 à R.2191-35 et R.2192-10 à R.2192-30 du Code de la commande publique, dans un délai global de paiement de trente (30) jours calendaires maximum. Le délai global de paiement commence à courir à partir de la réception par le CNRS de la demande de paiement adressée par le titulaire au CNRS ou du dernier élément permettant le paiement.

Toutefois, le point de départ du délai global de paiement est la date d’exécution des prestations lorsqu’elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement. Ces dates sont constatées par le CNRS.

À défaut, c’est la date de la demande de paiement augmentée de deux jours qui fait foi. En cas de litige, il appartient au titulaire de la commande d’administrer la preuve de cette date.

Une suspension du délai de paiement peut être prononcée en cas d’erreur dans la facturation du fait du titulaire, signifiée par le CNRS concerné par courrier recommandé avec avis de réception postal ou par télécopie.

* Intérêt moratoire

Conformément aux dispositions des articles L2192-13 et suivants ainsi que des articles R.2192-31 et suivants du Code de la commande publique, le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit et sans autre formalité, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros et des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payés directement.

Les intérêts moratoires sont calculés sur la base du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours (45) calendaires suivant la mise en paiement du principal.

# Article 8 – Résiliation – Litiges et Langue

Les conditions de résiliation applicables au présent marché public sont celles des articles 27 à 34 inclus du CCAG-MOE.

En cas de résiliation pour motif d’intérêt général par l’acheteur, le titulaire perçoit à titre d’indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage **égal à 2,00 %.**

D’autre part, en cas d’inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3, R.2142-3, R2142-4, R2143-16 et R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché public.

**L’acheteur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du maître d’œuvre et ce aux termes de l'article 34 du CCAG-MOE.**

En aucun cas pour quelque motif que ce soit, les contestations, qui pourraient survenir entre l’acheteur et le titulaire, ne peuvent être invoquées par ces derniers comme cause d’arrêt ou de suspension, même momentanée des prestations à effectuer.

Les parties s’efforcent de régler par voie amiable les différends qui pourraient survenir lors de l’exécution du marché public. En cas de litige sur l’interprétation ou l’exécution du présent marché public, et après épuisement des voies de recours amiables prévus par la réglementation, le différend entre le titulaire et le CNRS se règle par la saisine du Tribunal administratif de Melun, seul compétent.

Tous les documents, correspondances, demandes de paiement doivent être entièrement rédigés en langue française. S’ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d’une traduction en français.

# Article 9 – Régime des droits de propriété intellectuelle

Le régime retenu par l’acheteur est indiqué à l’article 24 du CCAG-MOE.

# Article 10 – Clause de réexamen

Le marché public de maîtrise d’œuvre pourra faire l’objet d’une ou plusieurs modifications au programme de base (cf. annexe 1 des présentes) au sens des dispositions de l’article R2194-1 du code de la Commande publique.

Le marché public prévoit en phase préalable aux études de projet, objet de l’élément de mission DIAG-AVP, un audit des locaux existants couplé à l’évaluation des enjeux techniques et normatifs du programme en vue de lever toute hypothèse de prestations supplémentaires susceptibles de modifier l’organisation générale des travaux. Ces hypothèses portent, a minima, sur les items suivants :

* Complément sur le désamiantage et/ou déplombage partiel ou total des locaux adjacents ;
* Complément géotechnique aux diagnostics transmis,
* Mesures d’étanchéité et/ou d’isolation thermique particulières par rapport à l’existant.

Au regard des conclusions techniques, économiques et normatives de cet audit démontrant que ces hypothèses peuvent avoir un intérêt patrimonial avéré ou contribuer de manière significative à l’atteinte des performances demandées au programme, le maître d’ouvrage peut être enclin à devoir engager la réalisation de l’une ou plusieurs des prestations précitées.

Dès lors, les parties se réservent la faculté de négocier et d’arrêter par avenant au présent marché public de maîtrise d'œuvre les répercussions des modifications de programme ou de prestations retenues par le maître d’ouvrage sur le forfait global et définitif de rémunération du maître d'œuvre et le planning opérationnel contractuel.

Le calcul de la rémunération forfaitaire complémentaire s’établira d’un commun accord, pour la réalisation de chacune des prestations, soit sur la base d’un taux d’honoraire de base et d’un coefficient de complexité à définir appliqués au montant forfaitaire définitif du prix des travaux considérés, soit suivant le calcul d’un déboursé établi en temps passé par intervenant opérationnel (chef de projet, ingénieur d’études, assistant ingénieur etc…) pour son suivi complet.

# Article 11 – Dérogation au CCAG-MOE

Toutes les dispositions du CCAG-MOE non contredites par les dispositions du présent acte d’engagement sont applicables au présent marché public.

# Article 12 - Engagement du candidat titulaire (individuel ou groupement)

## 12.1. Identification et engagement du titulaire ou du groupement titulaire

*(Cocher les cases correspondantes.)*

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché public mentionné à l’article 2 du présent acte d’engagement conformément à leurs clauses,

Le signataire

S’engage, sur la base de son offre et pour son propre compte ;

*[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l’établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]*

Engage la société ……………………… sur la base de son offre ;

*[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l’établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]*

L’ensemble des membres du groupement s’engagent, sur la base de l’offre du groupement ;

*[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale de chaque membre du groupement, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l’établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]*

À réaliser **les prestations du présent marché public** par application du prix global et forfaitaire provisoire indiqué dans son offre et déterminée en forfait définitif dans les conditions définies ci-dessous :

## 12.2. Etablissement du forfait de rémunération provisoire

Le présent marché de maîtrise d'œuvre est un marché à prix forfaitaire. Le prix fixé dans l’acte d'engagement, est provisoire, conformément aux dispositions de l'article R2112-18 du code de la commande publique.

Coût prévisionnel provisoire alloué à l’opération par la maîtrise d’ouvrage **Co** : **210 000 €** (valeur m0 Etudes)

Durée prévisionnelle des travaux**: estimée à 6 mois** (yc préparation, approvisionnement et exécution)

Taux de rémunération de base**: to =**

Coefficient de complexité affecté à l’opération**: cc =**

Taux de rémunération provisoire : **t = to x cc =**

Forfait provisoire de rémunération hors TVA : **Fp = t x Co =**

T.V.A. à **20%** =

Forfait provisoire en T.T.C. : **Fp + T.V.A**. =

Arrêté en lettres : …………………………………………………………………………………...........................

## 12.3. Détermination du forfait définitif de rémunération

Le forfait de rémunération de la mission de base est rendu définitif selon les dispositions du présent article et notifié au titulaire par voie d’avenant pour application.

Le forfait de rémunération définitif « Fd » est égal au produit du taux définitif de rémunération « t’ » calculé selon les modalités ci-après par le coût prévisionnel définitif « C » sur lequel s’engage le maître d’œuvre à l’issue de la phase Projet (PRO) après validation de son montant par la maîtrise d’ouvrage.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Coût prévisionnel définitif**  **des travaux** | **Calcul du taux définitif**  **de rémunération t’** | **Forfait définitif**  **de rémunération** |
| C ≤ Co | t’ = t | **Fd = C x t’** |
| C > Co de Y% | t’ = t / (1+ 0,003 x Y) |

## 12.4. Variation des prix

Le prix du forfait de rémunération est établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois (m0 Etudes) de remise des offres, **soit juillet 2023** et révisable à la hausse comme à la baisse par application d’une formule de variation. La révision est effectuée par application au prix du marché d’un coefficient de révision (Cr) donnée par la formule suivante:

Cr = 0,15 + 0,85 x (Im / Io)

Dans laquelle :

- **Im** est la valeur de l’index Ingénierie du mois m (indice du mois publié connu à la date de réception de l’acompte).

- **lo** est la valeur de l'index Ingénierie du mois m0 Etudes (indice publié au mois d’établissement du prix).

La révision des prix s’effectuera suivant l’index Ingénierie ING base 2010 consultable sur le site de l’INSEE. (<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001711010#Tableau>).Le calcul du coefficient est effectué avec un décalage de lecture de 3 mois pour la détermination du mois « m » et arrondi à 3 décimales de manière arithmétique.

Pour les éléments de mission ayant un délai d’exécution fixé dans le marché, la valeur finale de la révision de prix est appréciée au plus tard à la date contractuelle de réalisation des prestations.

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes. Le dernier index utilisé est celui correspondant au mois fixé contractuellement pour l’achèvement des prestations.

Il n’est pas prévu de révision de prix provisoire. Lorsque la valeur finale des index n’est pas connue au moment du paiement, le maître d’ouvrage doit procéder au paiement sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue

## 12.5. Engagement du titulaire sur le coût d’opération

* Coût prévisionnel des travaux

Le maître d’œuvre s’engage sur le coût prévisionnel des travaux « C » sur la base des études de projet (PRO) en précisant la date valeur de son établissement.

Selon la date valeur retenue par le maître d’œuvre, le coût provisoire « Co » du maître d’ouvrage établi en valeur m0 Etudes sera actualisé en conséquence pour permettre une comparaison objective des engagements comme suit :

* Si le coût prévisionnel des travaux « C » est inférieur ou égal à l’enveloppe financière « Co », la notification de la décision de réception par le maître de l’ouvrage des études de projet vaut transformation de l’enveloppe financière affectée aux travaux en coût prévisionnel définitif des travaux.
* Si le coût prévisionnel des travaux « C » n’est pas égal à l’enveloppe financière « Co », un avenant fixe le coût prévisionnel des travaux définitif que le maître d’œuvre s’engage à respecter.

**Le coût prévisionnel définitif des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 10 %.**

Le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel définitif des travaux, majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance

* Coût de référence des travaux

Lorsque le maître d’ouvrage dispose des résultats de la consultation des marchés de travaux, le maître d’œuvre établit le coût des travaux tel qu’il résulte de la consultation (coût de référence des travaux) et l’harmonise avec le coût prévisionnel définitif des travaux « C » en le désactualisant par un coefficient de réajustement adapté.

Le coefficient de réajustement est égal au rapport de l'index BT 01 (catégorie bâtiment) pris respectivement au mois d’établissement du montant « C » et au mois de remise des offres, arrondi au millième supérieur.

Si le coût de référence des travaux est supérieur au seuil de tolérance défini ci-avant, le maître d'ouvrage peut prendre la décision de :

1. D’accepter le(s) offre(s) des opérateurs économiques
2. Déclarer la consultation infructueuse,
3. Demander la reprise partielle des études qui, par des adaptations du projet compatible avec les données, contraintes et exigences du cahier des charges, permettrait de réduire le coût. Dans cette hypothèse la reprise des études est sans rémunération supplémentaire (article R2432-3 du code de la commande publique)

Dans le cas où le maître d'ouvrage prend la décision d’une reprise des études (cas n°3 ci-avant), le maître d’œuvre fait des propositions dans ce sens dans un **délai maximal d’1 semaine** suivant la demande écrite par courriel et/ou courrier RAR du maître d’ouvrage. Passé ce délai, sur simple constat du maître d’ouvrage, le maître d’œuvre s’expose à l’application d’une pénalité fixée à **200 €/Jour** calendaire**.**

Dans un délai de **10 jours** à compter de la validation écrite par courriel et/ou courrier RAR du maître de l'ouvrage de l’études présentée, le maître d'œuvre établit un nouveau dossier de consultation des entreprises en vue du lancement d’une nouvelle procédure. Passé ce délai, sur simple constat du maître d’ouvrage, le maître d’œuvre s’expose à l’application d’une pénalité fixée à **200 €/Jour** calendaire**.**

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 correspondant au mois de remise de l’(ou des) offre(s) ayant permis la passation des marchés de travaux.

**Le coût de réalisation des travaux est assorti d’un taux de tolérance de 5 %.**

Le seuil de tolérance est égal au coût de réalisation des travaux majorés du produit de ce coût par le taux de tolérance indiqué à l’article 7.2

* Comparaison entre réalité et tolérance

**Le coût constaté** déterminé par le maître d’ouvrage après achèvement de l’ouvrage est le montant, en prix de base, des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés, avenants, ordres de service, décisions intervenus pour la réalisation de l’ouvrage et hors révision ou actualisation de prix, le cas échéant.

Si le coût constaté est supérieur au seuil de tolérance du coût de réalisationdéfini ci-avant, le maître d’œuvre supporte une pénalité égale à la différence entre le coût constaté et le seuil de tolérance multiplié par le taux défini ci-après :

* **Ce taux est égal au taux définitif de rémunération**

## 12.6. Nature du groupement et, en cas de groupement conjoint, répartition des prestations

*(en cas de groupement d’opérateurs économiques.)*

Pour l’exécution du marché public, le groupement d’opérateurs économiques est :

*(Cocher la case correspondante.)*

conjoint OU  solidaire

*(Les membres du groupement conjoint indiquent dans le tableau ci-dessous la répartition des prestations que chacun d’entre eux s’engage à réaliser.)*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Désignation des membres**  **du groupement conjoint** | **Prestations exécutées par les membres**  **du groupement conjoint** | |
| **Nature de la prestation** | **Montant HT**  **de la prestation** |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

## 12.7. Compte à créditer

*(Joindre un ou des relevé(s) d’identité bancaire ou postal.)*

**** Nom de l’établissement bancaire :

**** Numéro de compte :

## 12.5. Durée du marché public

Le marché public est conclu à compter de la date de notification jusqu’à la fin de la garantie de parfait achèvement.

Le marché public est non reconductible.

# Article 13 – Signature du marché public par le titulaire individuel ou, en cas de groupement, le mandataire dûment habilité ou chaque membre du groupement

## 13.1. Signature du marché public par le titulaire individuel :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Nom, prénom et qualité**  **du signataire (\*)** | **Lieu et date de signature** | **Signature** |
|  |  |  |

(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d’engager la personne qu’il représente.

## 13.2. Signature du marché public en cas de groupement :

Les membres du groupement d’opérateurs économiques désignent le mandataire suivant (articles R. 2142-19 à R.2149-27 du Code de la commande publique) :

*[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du mandataire]*

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est :

*(Cocher la case correspondante.)*

conjoint OU  solidaire

Les membres du groupement ont donné mandat au mandataire, qui signe le présent acte d’engagement :

*(Cocher la ou les cases correspondantes.)*

pour signer le présent acte d’engagement en leur nom et pour leur compte, pour les représenter vis-à-vis de l’acheteur et pour coordonner l’ensemble des prestations ;

*(joindre les pouvoirs en annexe du présent document.)*

pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public public ou de l’accord-cadre ;

*(joindre les pouvoirs en annexe du présent document.)*

ont donné mandat au mandataire dans les conditions définies par les pouvoirs joints en annexe.

Les membres du groupement, qui signent le présent acte d’engagement :

*(Cocher la case correspondante.)*

donnent mandat au mandataire, qui l’accepte, pour les représenter vis-à-vis de l’acheteur et pour coordonner l’ensemble des prestations ;

donnent mandat au mandataire, qui l’accepte, pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public ou de l’accord-cadre ;

donnent mandat au mandataire dans les conditions définies ci-dessous :

*(Donner des précisions sur l’étendue du mandat)*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Nom, prénom et qualité**  **du signataire (\*)** | **Lieu et date de signature** | **Signature** |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d’engager la personne qu’il représente.

# Article 14 – Nomenclature Nacres

|  |  |
| --- | --- |
| **Code** | **Description** |
| BF1 | Services d’étude pour la construction et l’entretien |

# Article 15 – Identification et signature de l’acheteur

* Désignation de l’acheteur :

1. **Centre National de la Recherche Scientifique**
2. **Délégation Île-de-France-Villejuif**

7, rue Guy Môquet

94800 VILLEJUIF

* Nom, prénom, qualité du signataire du marché public :

**La Déléguée régionale de la délégation régionale d’Île-de-France -Villejuif (DR1).**

* Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-59 à R.2191-62 du Code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances) :

**La Déléguée régionale de la délégation régionale Île-de-France-Villejuif (DR1)**

Ordonnateur Secondaire

7, rue Guy Môquet - 94800 Villejuif

* Désignation, adresse, numéro de téléphone du comptable assignataire :

**L’Agent Comptable Secondaire** de la Délégation régionale d’Île-de-France-Villejuif (DR01) du CNRS**:**

7, rue Guy Môquet - 94800 Villejuif

A : ……………………, le …………………

Signature

(Représentant de l’acheteur habilité à signer le marché public)

**Annexe Chorus Pro: Procédure administrative et de gestion IFSEM**

**Travaux immobiliers**

**Facturation : Toutes les situations de travaux doivent être déposé sur Chorus Pro.**

[**https://communaute.chorus-pro.gouv.fr**](https://communaute.chorus-pro.gouv.fr)

* Pour les **fournisseurs de prestations intellectuelles** (CSPS, CT, CSI, petits travaux sans marché public…) : les factures doivent être déposées dans le cadre de facturation **A1**. Pour un cotraitant 🡪 **A12** et **A9** pour un sous-traitant.

Le SIRET à utiliser est celui qui est présent sur la commande soit le : **18008901303720.**

Dans le **cadre de références**, vous devrez remplir le numéro de bon de commande soit**: 3210L00000.** Le code service correspondant au CNRS IDF-Villejuif est : **MOY100\_MP.**

1. **Pour les fournisseurs avec MOE.**

Le fournisseur dépose son projet de décompte via le cadre de facturation 🡪 **A4** 🡪 Le destinataire est le numéro SIRET de la délégation de IDF-Villejuif 🡪 **18008901303812**. Pour le service, il est indispensable de mettre MOA marché public de travaux.

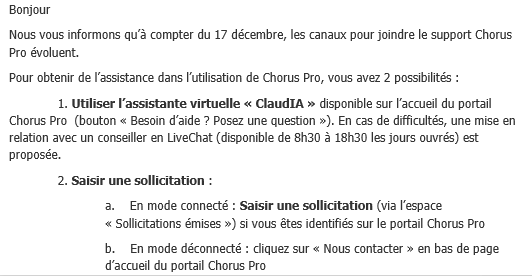


1. **Pour la MOE.**

Déposer à partir d’une pièce existante. La MOE dépose son état d’acompte (**A16)** en laissant en tant que destinataire la délégation IDF-Villejuif 🡪 **18008901303812**. Pour le service, il est indispensable de mettre MOA marché public de travaux.



Si vous rencontrez des difficultés avec l’application, vous pouvez contacter l’assistance.



1. **Pour la MOA.**

Les pièces du dossier de facturation doivent être en premier lieu téléchargées. Ces pièces doivent être ajoutées en pièces jointes (dans gestion des pièces jointes) de l’acompte validé 🡪 **A19 🡪 18008901303720**.

**Garantie à première demande et retenue de garantie**

Ces documents doivent être transmis en originaux au service financier de la délégation à l’adresse suivante :

CNRS Délégation IDF-Villejuif

Service financier et comptable

Bureau de la comptabilité

7 Rue Guy Môquet

94 800 Villejuif

[](https://www.google.fr/url?sa=i&rct=j&q=&esrc=s&source=images&cd=&cad=rja&uact=8&ved=&url=https://fr.fotolia.com/tag/%22signe%20attention%22&psig=AOvVaw0plhE3nOEDkn76ZYokmzZH&ust=1558020121195206)En cas de présentation de situation, si ces documents ne sont pas en notre possession, la situation sera suspendue de paiement jusqu’à réception dudit document.

**Documents administratifs concernant les marchés publics de travaux et prestations intellectuelles**

Les documents relevant du pôle achat (acte d’engagement, DC4, dossiers administratifs, etc…) doivent être envoyés en original et signé uniquement à cette adresse :

CNRS Délégation IDF-Villejuif

Pôle achats du service mutualisé d'Île-de-France  
7, rue Guy Môquet

 94 800 Villejuif

[](https://www.google.fr/url?sa=i&rct=j&q=&esrc=s&source=images&cd=&cad=rja&uact=8&ved=&url=https://fr.fotolia.com/tag/%22signe%20attention%22&psig=AOvVaw0plhE3nOEDkn76ZYokmzZH&ust=1558020121195206)Les copies de documents ne seront pas acceptées.



**CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

**Ile-de-France Service Mutualisé**

**7, rue Guy Môquet**

**94 800 Villejuif**

Marché public n°IFSeM\_23\_01\_CNRS

# Annexe 1 à l’acte d’engagement simplifié

Marché public de Maitrise d’Œuvre pour la réalisation d’un ascenseur extérieur

et d’une plateforme extérieure à destination de la Direction Technique des Sciences de l’Univers

sise dans le bâtiment 17 du campus CNRS de Gif-sur-Yvette

**PLANNING OPERATIONNEL / DELAI ENVELOPPE**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **Prestations incluses dans le marché public de maîtrise d’œuvre :** | |
| **DELAI ENVELOPPE OPERATIONNEL** | **Démarrage de la prestation de maîtrise d’œuvre** | **Mercredi 17 octobre 2023** |
| Etudes DIAG yc présentation MOE et validation par la MOA | Du 18 octobre au 6 novembre 2023 |
| Dossier AVP yc présentation MOE et validation par la MOA | Du 6 novembre au 11 décembre 2023 |
| Dossier DP ou PC yc présentation et validation par la MOA | Du 11 décembre au 18 décembre 2023 |
| Dépôt du dossier DP/PC par le maître d’ouvrage | Mercredi 03 janvier 2024 |
| Approbation du dossier DP/PC par la mairie | Lundi 03 juin 2024 |
| Dossier DP/PC- Purge du recours des tiers | Lundi 29 juillet 2024 |
| Etudes PRO yc présentation et validation par la MOA | Du 02 janvier au 22 février 2024 |
| Mise à jour PRO/DCE | Du 23 février au 29 février 2024 |
| Remise des plis d’entreprises et analyse par la MOE | Du 29 avril au 10 mai 2024 |
| Négociation/audition des candidats | Du 29 mai au 05 juin 2024 |
| Finalisation du rapport d’analyse des offres par la MOE | Mercredi 12 juin |
| OS démarrage des travaux | Mercredi 26 juin 2024 |
| Phase de préparation du chantier / 1 mois | Du 27 juin au 24 juillet 2024 |
| Phase d’exécution des travaux / 5 mois | Du 25 juillet 2024 au 13 janvier 2025 |
| **Réception** | **Lundi 13 janvier 2025** |
| Levée des réserves / 2 semaine | Du 14 janvier au 27 janvier 2025 |
|  | Garantie de parfait achèvement / 1 an | De fin janvier 2025 à fin janvier 2026 |